

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 30 janvier 2025

Le PIB mexicain se serait contracté de -0,6 % au T4 2024, enregistrant une baisse trimestrielle pour la première fois depuis 2021, selon l'estimation opportune de l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI).

LE CHIFFRE A RETENIR

-0,6%

Estimation opportune du
taux de croissance au T4
2024 en g.m.

Cette baisse serait supérieure aux prévisions de Bloomberg qui avait tablé sur une contraction de -0,2 % en glissement mensuel (g.m). En glissement annuel (g.a.), le PIB aurait enregistré une croissance de 0,6 %, une perte de dynamisme liée à la contraction des activités primaires (-4,6 % g.a.) et des activités secondaires (-1,7 % g.a.) compensée en partie par une augmentation de 2,2 % g.a. des activités tertiaires.

Le faible dynamisme du secteur primaire s'explique par la volatilité des activités agricoles, principalement en raison des facteurs climatiques, tandis que l'achèvement des grands projets d'infrastructure a pesé sur le secteur secondaire. L'estimation opportune de l'INEGI, qui doit être confirmée le 21 février prochain, indique que l'économie mexicaine connaîtrait une croissance de 1,3 % en 2024, un chiffre inférieur au consensus de marché estimé par l'enquête de Citi qui prévoit une croissance de 1,5 % et à la prévision du FMI de 1,8 %.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le président américain Donald Trump devrait imposer par décret dès samedi 1^{er} février des droits de douane de 25 % sur les exportations mexicaines, ce qui pourrait coûter jusqu'à 3,5 points de PIB au Mexique. D'après une étude de Goldman Sachs, une augmentation générale des droits de douane de 10 % coûterait 2 points de PIB au Mexique, et augmenterait jusqu'à 3,5 points de PIB en cas de droits de douane globaux de 25 %. Les répercussions se feraient également sentir sur l'inflation selon cette même étude qui estime que chaque augmentation d'un point de pourcentage des droits de douane américains entraînerait une hausse des prix au Mexique de 1 %. La forte dépendance commerciale du Mexique aux Etats-Unis, destinataire de 80 % des exportations mexicaines, serait utilisée comme moyen de pression sur le gouvernement mexicain pour atteindre les objectifs de contrôle de l'immigration, de sécurité des frontières et d'endiguement des flux de drogue. A cet égard, D. Trump a cependant déclaré avoir progressé dans la conciliation avec le Mexique concernant les questions liées à l'immigration et au trafic de drogue. Les autorités mexicaines ont annoncé avoir préparé leur défense et disposer d'un plan pour faire face à des taxes douanières de 15 %. Pour rappel, de janvier à novembre 2024, les exportations mexicaines vers les Etats-Unis auraient atteint près de 467 Mds USD, enregistrant une croissance de +6,4 % g.a. Le Mexique aurait en outre représenté 15,4 % du total des échanges américains, consolidant sa place de premier partenaire commercial des Etats-Unis pour la deuxième année consécutive.

Les exportations de marchandises mexicaines auraient augmenté de 4,1 % en 2024 d'après l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), atteignant un montant total de 617 Mds USD. La croissance des exportations en 2024 enregistrerait une hausse par rapport aux 2,6 % enregistrés en 2023 et serait supérieure aux 3 % prévus par le Conseil mexicain des entreprises pour le commerce extérieur, l'investissement et la technologie (Comce). Les importations mexicaines de marchandises auraient quant à elles augmenté de 4,5 % en 2024, atteignant 625 Mds USD, ce qui marque une reprise après leur chute de 1,0 % en 2023. En conséquence, le Mexique aurait enregistré un déficit de 8 Mds USD, en hausse de 50,1 % par rapport à l'année précédente. Dans le détail, la croissance des exportations de marchandise en 2024 résulte d'une augmentation de 5,2 % des exportations non pétrolières, compensant la baisse de 14,4 % des exportations pétrolières. Au sein des exportations non pétrolières, les exportations agricoles auraient augmenté de 7,1 %, pour atteindre 23,3 Mds USD ; les exportations extractives de 18,6 %, pour atteindre 10,9 Mds USD ; et les exportations manufacturières de 4,8 %, pour atteindre 554,4 Mds USD (soit 90 % des exportations totales). Au sein des exportations manufacturières, les exportations

automobiles auraient totalisé 193,9 Mds USD (+2,7 %), tandis que les exportations non automobiles se seraient élevées à 360,5 Mds USD (+6,1 %).

L'ampleur des réductions du taux d'intérêt directeur pourrait augmenter dès les premières réunions du Conseil des gouverneurs de l'année, d'après le Programme monétaire 2025 publié par la Banque centrale du Mexique (Banxico). Au vu des progrès du processus de désinflation (3,69 % g.a. enregistré la première quinzaine de janvier), le Conseil des gouverneurs de Banxico envisage de recalibrer sa politique monétaire et d'accélérer son cycle de normalisation, amorcé en mars 2024 et qui avait consisté en 5 baisses de 25 points de base (pdb) tout au long de l'année. Le document souligne qu'après la résorption progressive des chocs inflationnistes mondiaux, la lutte contre l'inflation entre dans une nouvelle phase dont l'objectif est l'atteinte de la cible de 3,0 % de Banxico, prévue au troisième trimestre de 2026. Ainsi, dès le 9 février, date de la prochaine décision de politique monétaire, les analystes prévoient une réduction de 50 pdb du taux d'intérêt directeur, le portant à 9,50 % et marquant la première réduction de cette ampleur depuis le début du cycle de normalisation monétaire. Le Programme monétaire 2025 précise cependant que même avec des ajustements à la baisse, l'orientation monétaire resterait restrictive tout au long de l'année. Le taux réel ex ante, soit la différence entre le taux d'intérêt directeur (10 %) et l'inflation attendue sur 12 mois (3,92 % selon les prévisions de l'enquête de Citi) serait actuellement de 6,08 %, soit un peu plus du double du taux neutre de 2,5 %, ce qui montre l'ampleur du resserrement monétaire. Le Programme reconnaît en outre que les effets potentiels des politiques de la nouvelle administration américaine ont récemment ajouté de l'incertitude quant aux perspectives d'activité économique et d'inflation. La Gouverneure de Banxico, Victoria Rodríguez Ceja, a de son côté précisé que d'une part le ralentissement économique tendrait à modérer les pressions sur les prix et que d'autre part une plus grande dépréciation du taux de change (qui a déjà chuté de 19,2 % en variation annuelle) représenterait un risque à la hausse pour l'inflation. Selon le calendrier des annonces monétaires, le Conseil des gouverneurs devrait tenir huit réunions au cours de l'année.

Sectoriel

Dans le cadre du « Plan México » Coppel, Medline et Nestle annoncent des investissements de plus de 2,2 Mds USD. L'entreprise mexicaine de biens de consommation et de services financiers Coppel prévoit d'investir autour de 695 M en 2025 pour renforcer sa présence au Mexique, créant ainsi 6 800 nouveaux emplois. Elle ouvrirait notamment des magasins dans les Etats de Veracruz, Sonora, Sinaloa, Chihuahua et Durango. Par ailleurs, 215 M USD seraient alloués à la numérisation et 58 M USD à des projets d'énergie renouvelable, dans le but d'améliorer ses services et de favoriser la durabilité. Pour sa part, Medline Industries, leader américain dans le secteur des fournitures médicales, a annoncé un investissement de 250 M USD pour la construction d'une usine à Nuevo Laredo,

dans l'Etat de Tamaulipas. Ce projet générerait 3 000 emplois directs et 600 indirects. Les usines de l'entreprise qui sont implantées au Mexique assurent 67 % des fournitures nécessaires aux opérations chirurgicales aux États-Unis. Aussi, cette nouvelle installation permettrait d'augmenter la production pour répondre à la demande croissante. Enfin, Nestlé, entreprise multinationale suisse présente au Mexique depuis 94 ans, a annoncé un investissement de 1 Md pour augmenter au cours des trois prochaines les capacités des lignes de production dans ses usines des Etats de Veracruz, Guanajuato et de l'État de Mexico, tout en mettant en place un nouveau centre de distribution.

Finances publiques

Le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) a effectué un placement de dette sur le marché international, le deuxième de l'administration Sheinbaum, pour un montant total de 2,4 Mds EUR. L'émission s'est déclinée en deux tranches : une obligation à 8 ans avec un taux de 4,625 % pour un montant de 1,4 Mds EUR ; une obligation à 12 ans avec un taux de 5,125 % pour un montant de 1 Md EUR. L'emprunt à 8 ans a fait l'objet d'une demande maximale de 4,3 Mds EUR, tandis que l'emprunt à 10 ans a fait l'objet d'une demande maximale de 3,75 Mds EUR, ce qui représente la plus forte demande libellée en euros depuis 2019 d'après le SHCP. Cette forte demande démontrerait la confiance des investisseurs mondiaux malgré l'environnement volatile de certains marchés financiers et les récentes incertitudes internationales en lien avec la prise de fonction de D. Trump aux États-Unis. Le SHCP a également souligné que le placement restait aligné avec les objectifs fixés dans le Plan de financement annuel 2025 et qu'il respectait strictement le plafond de la dette autorisé par le Congrès dans le cadre de la loi sur les recettes fédérales (*Ley de Ingresos de la Federación*), établit à 77 Mds US (contre 97 Mds USD en 2024). Pour rappel, ce dernier placement de dette sur le marché international vient s'ajouter à celui effectué par le gouvernement mexicain au début du mois, qui portait sur trois obligations pour un montant total de 8,5 Mds USD.

Selon le Vice-Ministre du ministère des Finances et du Crédit public (SHCP), Édgar Amador Zamora, les États fédérés, dont la collecte fiscale ne représente que 0,8 % du PIB, devraient renforcer leurs efforts de collecte et pourraient explorer la piste d'impôts locaux. Il a précisé que les États « *dépendent, dans une large mesure, des ressources transférées par le gouvernement fédéral* », étant donné qu'en moyenne, plus de 80 % des ressources des États proviennent de participations, de contributions et d'autres transferts fédéraux. Entre 2018 et 2024, les ressources provenant du gouvernement fédéral se seraient maintenues à environ 7,9 % du PIB, tandis que les recettes fiscales des États, provenant d'impôts indirects comme les impôts sur la masse salariale ou sur l'hébergement, ne s'élèveraient en moyenne qu'à 0,8 % du PIB. En outre, entre 2013 et 2023, les recettes fiscales des États fédérés n'auraient augmenté de 0,2 points de PIB contre 2 points de PIB pour les recettes fiscales du gouvernement fédéral. Le Vice-Ministre a souligné que

l'amélioration de l'efficacité de la collecte et la modernisation du cadre fiscal existant devraient être privilégiés et a en outre rappelé que « *bien qu'ils aient le pouvoir légal d'établir des impôts locaux, la plupart des États n'ont pas pleinement exploité cette possibilité* ».

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	30/01/2025
Bourse (IPC)	2,30%	-8,21%	52 117,36 points
Change MXN/USD	0,05%	19,17%	20,45
Change MXN/EUR	0,33%	14,86%	21,30
Prix du baril mexicain	-2,14%	-5,10%	69,63

Amérique centrale

Costa Rica

Les exportations de marchandises du Costa Rica auraient augmenté de 9 % en 2024, atteignant 19,89 Mds USD, d'après l'Agence de promotion du commerce extérieur (Procomer). Ces bons résultats s'expliqueraient notamment par la hausse des exportations de dispositifs médicaux, qui atteindrait 14 % en 2024. Ces derniers constitueraient le principal produit d'exportation, représentant 44 % du total. Le secteur agricole, deuxième secteur d'exportations, constituerait environ 18 % des exportations, avec l'ananas, les bananes, les boissons et le café parmi les principaux produits exportés.

Le nombre de microentreprises aurait augmenté de 10,5 % en 2024 par rapport à l'année précédente, selon l'Institut national de la Statistique et du Recensement costaricien (INEC). Toutefois, un fort taux d'informalité persisterait au sein de ces entreprises, plus de 98 % d'entre elles n'étant pas enregistrées juridiquement au Registre national et plus de 60 % de leurs propriétaires exerceraient sans assurance. Selon l'enquête de l'INEC, les principaux besoins des microentreprises seraient l'accès aux prêts, l'accès à la formation et la simplification des procédures administratives.

El Salvador

El Salvador serait le deuxième pays au monde avec la plus forte reprise du tourisme depuis 2019 selon l'ONU. El Salvador a clôturé l'année 2024 avec 3,9 millions de visiteurs internationaux et une croissance de 17 % g.a. dans le secteur du tourisme. En outre, 4,2 millions de touristes seraient attendus en 2025. El Salvador a obtenu la deuxième place parmi les pays qui ont enregistré la plus grande reprise du tourisme depuis la dernière année pré-pandémique (2019), avec un rebond de 81 % en cinq ans, selon le dernier baromètre mondial du tourisme de l'ONU. En termes d'origine des visiteurs du Salvador en 2024, 39 % venaient des États-Unis, 26 % du Guatemala, 16 % du Honduras et 19 % du reste du monde.

L'industrie de la canne à sucre commence à alimenter le réseau en énergie au Salvador. Cinq usines spécialisées dans la canne à sucre produisent leur propre énergie via la combustion de bagasse de canne à sucre, et injectent le surplus dans le réseau électrique national pendant la période de récolte. En décembre, elles ont contribué à hauteur de 16,68 % de l'énergie totale produite au niveau national.

Un montant de 4,6 M USD a été approuvé pour l'étude d'un autre tronçon du chemin de fer du Pacifique dans le cadre du grand projet du *Tren del Pacífico*. Le ministère des Finances affectera ces fonds à Deloitte Consulting pour l'étude de la liaison entre le centre et l'est du pays. Les ressources seront fournies par le Fonds salvadorien pour les études de pré-investissement (FOSEP). L'étude vérifiera les conditions d'une liaison Sitio del Niño (La Libertad) - San Salvador - La Unión et son intégration avec le corridor logistique pacifique d'Amérique centrale et le corridor sec du Honduras. L'étude est exonérée de TVA grâce à la loi spéciale de simplification des procédures et des actes administratifs liés au *Tren del Pacífico*.

Guatemala

Moody's confirme la notation souveraine du Guatemala à Ba1 avec perspective « stable », mettant en avant une évaluation positive de l'économie. L'agence note dans son rapport que le Guatemala est la plus grande économie d'Amérique centrale, avec un PIB nominal de 104 Mds USD en 2023. Elle souligne également les besoins d'amélioration de la gouvernance du pays, sa bonne politique fiscale, un

bon bilan des réformes législatives au Congrès malgré la représentation minoritaire du parti au pouvoir, des relations solides avec les agences multilatérales et le FMI, ainsi que l'afflux de transferts de fonds (*remesas*), qui représentent environ 20 % du PIB. Moody's prévient toutefois que la nouvelle administration Trump pourrait constituer une menace pour l'économie guatémaltèque en raison des mesures anti-migratoires.

Les États-Unis gèlent les fonds de 12 projets au Guatemala. Le décret du président américain Donald Trump visant à suspendre l'aide étrangère pendant 90 jours affecte des projets d'assistance et de coopération de l'USAID au Guatemala d'une valeur totale de 275,38 M USD. Les 12 projets concernés ont été gelés et font l'objet d'une évaluation dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'agriculture et la promotion de la justice. Certains de ces projets sont en partenariat avec le Salvador, le Honduras, le Panama, le Mexique et le Belize.

Honduras

Le Honduras arrive en tête des pays d'Amérique centrale avec le taux de risque pays le plus élevé selon l'indicateur obligataire des marchés émergents (EMBI) de JP Morgan. Selon l'indice EMBI du 21 janvier, le Honduras a enregistré un taux de risque pays de 4,35 points plus élevé que celui du Salvador (4,32 points). Le Guatemala a enregistré quant à lui un taux de 2,01 points et le Costa Rica a enregistré le taux le plus bas avec 1,94 point. Plusieurs facteurs négatifs auraient eu un impact sur l'économie hondurienne tels que le retrait du Honduras du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) et, plus récemment, l'annonce du gouvernement de rééchelonner la dette publique.

Nicaragua

L'Assemblée nationale du Nicaragua a approuvé un amendement à la Constitution qui autorise l'État à accorder des concessions pour la construction d'un canal interocéanique. L'amendement constitutionnel, proposé par le président Daniel Ortega et approuvé à l'unanimité lors d'un second et dernier vote, établit également que « *les ressources naturelles sont un patrimoine national et des objectifs de sécurité souveraine, de préservation et de conservation de l'environnement* », et que « *le développement et l'exploitation des ressources naturelles relèvent de l'État, qui peut conclure des contrats pour l'exploitation rationnelle des ressources naturelles* ». Elle annonce que l'État encouragera et facilitera les investissements nationaux et étrangers « *sans porter atteinte à la souveraineté nationale et aux droits des travailleurs* ». Pour rappel, le 18 novembre 2024 le président Ortega a proposé à la Chine le projet de construction d'un canal interocéanique à travers le pays, avec un nouveau tracé qui, au lieu de traverser le Grand Lac ou le lac Cocibolca, passerait par le lac Xolotlán ou le lac Managua.

Panama

Le Métro de Panama (MPSA) aurait attribué le contrat pour l'étude d'impact environnementale du téléphérique de San Miguelito et prolongé la période de préqualification pour sa construction. L'étude d'impact environnementale devrait être réalisée par le consortium d'entreprises panaméenne et vénézuélienne Cegygsa-Serpinco, composé de Consultorías Especializadas G&G S.A. et Serpinco, S.A. Le consortium aurait présenté l'offre la plus économique de 133 970 USD. Le métro de Panama mène en parallèle le processus de préqualification des entreprises intéressées par la construction et l'opération (concession) du téléphérique dans la ville de San Miguelito. Une prolongation de 60 jours aurait été accordée, ainsi qu'un abaissement des exigences en termes d'expérience technique, jugées trop élevées par les entreprises candidates.

Caraïbes

Barbade

Selon un rapport de la Banque centrale de la Barbade, le pays aurait enregistré une croissance de son PIB réel de 4 % en 2024, soit la troisième année de croissance consécutive. Ces résultats auraient été portés les secteurs des services aux entreprises, du tourisme, de la construction et du commerce de détail. Cette croissance aurait été accompagnée d'un ralentissement de l'inflation et d'une diminution du chômage. En 2025, l'économie devrait enregistrer 3 % de croissance, grâce à l'expansion continue du tourisme, de la construction et des services aux entreprises, ainsi qu'aux investissements dans les énergies renouvelables et les infrastructures numériques.

Cuba

En 2024, l'inflation aurait enregistré une légère diminution, portant la hausse des prix sur les douze derniers mois à 24,88 %, contre 31,34 % en décembre 2023. D'après les chiffres publiés par l'Office nationale des statistiques (ONEI), l'indice des prix à la consommation en 2024 a atteint sa plus faible augmentation depuis près de quatre ans. Les principales hausses de prix enregistrées en glissement annuel (g.a.) concernent les catégories historiquement les plus inflationnistes, à savoir les catégories des *Boissons alcoolisées et tabac* (67,24%), *Restauration et hôtels* (29,04%), *Aliments et boissons non alcoolisées* (28,15%) et *Transport* (24,58%). Cette décélération de l'inflation est annoncée comme « une bonne nouvelle », dans un contexte économique complexe en raison notamment des recettes insuffisantes, du niveau élevé d'endettement, des restrictions financières et du déficit de production. Bien que les chiffres indiquent que l'inflation commence à

ralentir, la population déclare que les valeurs communiquées par le gouvernement restent loin des valeurs « perçues ». En effet, l'opacité des statistiques officielles empêche de connaître l'ampleur du problème. De plus, le fait que le marché informel (beaucoup plus dynamique et approvisionné) ne soit pas pris en compte dans ces calculs pourrait laisser croire à une sous-estimation de l'inflation.

Jamaïque

Le gouvernement jamaïcain finaliserait la cession de sa participation restante de 20 % dans TransJamaican Highway Limited (TJH), estimée à environ 57 M USD. Cela s'inscrit dans la continuité de l'offre publique initiale de TJH en 2020, au cours de laquelle la National Road Operating and Construction Company Limited (NROCC) aurait vendu 80 % de ses actions d'exploitation de péages, levant ainsi environ 69,8 M USD.

L'australien FOSRICH renforcerait sa position sur le marché jamaïcain des énergies renouvelables avec le lancement d'un nouveau système de stockage d'énergie (ESS). Ce système modulaire, destiné aux clients résidentiels, commerciaux et industriels, aurait été conçu pour répondre aux défis spécifiques du marché énergétique jamaïcain, tels que les coûts élevés de l'électricité, les coupures de courant et l'instabilité du réseau. Le programme prévoirait le déploiement de solutions modulaires de stockage frigorifique, alimentées par l'énergie solaire, à travers toute la Jamaïque, dans le but de renforcer la sécurité alimentaire et de lutter contre la volatilité des prix dans le secteur agricole. Des discussions seraient en cours avec le ministère de l'Agriculture.

République Dominicaine

Les États-Unis resteraient en 2024 le partenaire économique le plus important de la République Dominicaine, tant en termes d'échanges commerciaux, d'investissements, de transferts de fonds ou du nombre de touristes. En ce qui concerne les échanges commerciaux, les États-Unis auraient représenté 48 % des importations totales de la République Dominicaine et 55 % de ses exportations (dont 72 % des exportations des zones franches) en 2023. Les transferts de fonds des émigrés (*remesas*) proviendraient à 80 % des États-Unis en 2024 (sur un total de 10,6 Mds USD). En outre, 46 % des 11 millions de visiteurs en 2024 seraient États-Uniens. Enfin, les États-Unis représenteraient 22 % des 3,6 Mds USD d'investissements directs étrangers (IDE) reçus entre janvier et septembre 2024. Compte tenu de la forte dépendance de l'économie dominicaine aux États-Unis, la République Dominicaine pourrait être directement impactée par les politiques économiques inflationnistes ou les politiques tarifaires de la nouvelle administration du Président Donald Trump.

Le PIB réel aurait augmenté de 5 % en 2024, d'après la Banque centrale de la République Dominicaine. Ce résultat consolide la place de la République dominicaine comme *leader* de la croissance en Amérique latine. L'inflation en glissement annuel (g.a.) est restée dans la limite inférieure de la fourchette cible de 4,0 % ± 1,0 % tout au long de 2024, clôturant l'année à 3,35 %, au plus bas des six dernières années. Les envois de fonds (*remesas*) auraient quant à eux enregistré un record historique de 10,75 Mds USD en 2024, en hausse de 5,9 % g.a., tandis que les IDE auraient atteint environ 4,51 Mds USD, dépassant les 4 Mds USD pour la troisième année consécutive et finançant le déficit du compte courant. À titre provisoire, les recettes en devises sont estimées à environ 43,5 Mds USD en 2024. Enfin, les réserves internationales auraient atteint environ 13,39 Mds USD à fin 2024, ce qui est supérieur aux indicateurs conventionnels du FMI.

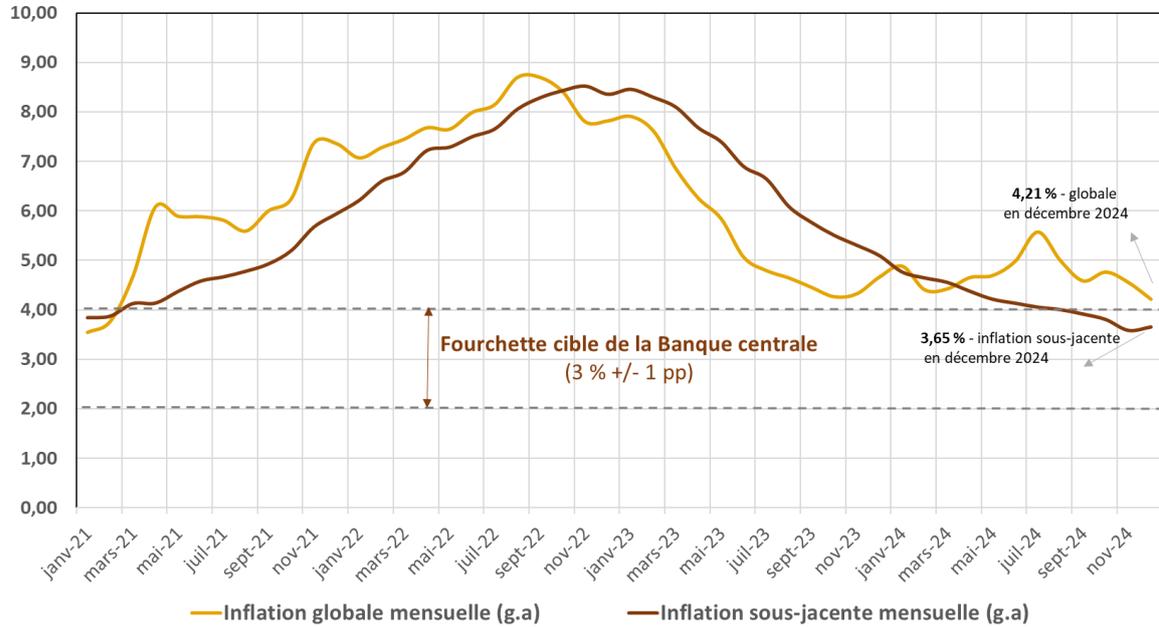
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Prévision FMI 2025	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	6%	3,7%	3,2 %	1,8%	1,4%	57,7%	4,7%	10,00%
Belize	0,4	3,1	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	2,5%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	3,5%	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	3,6%	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	3,5%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	3,8%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	1,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	2,1%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	3,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	5,0%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

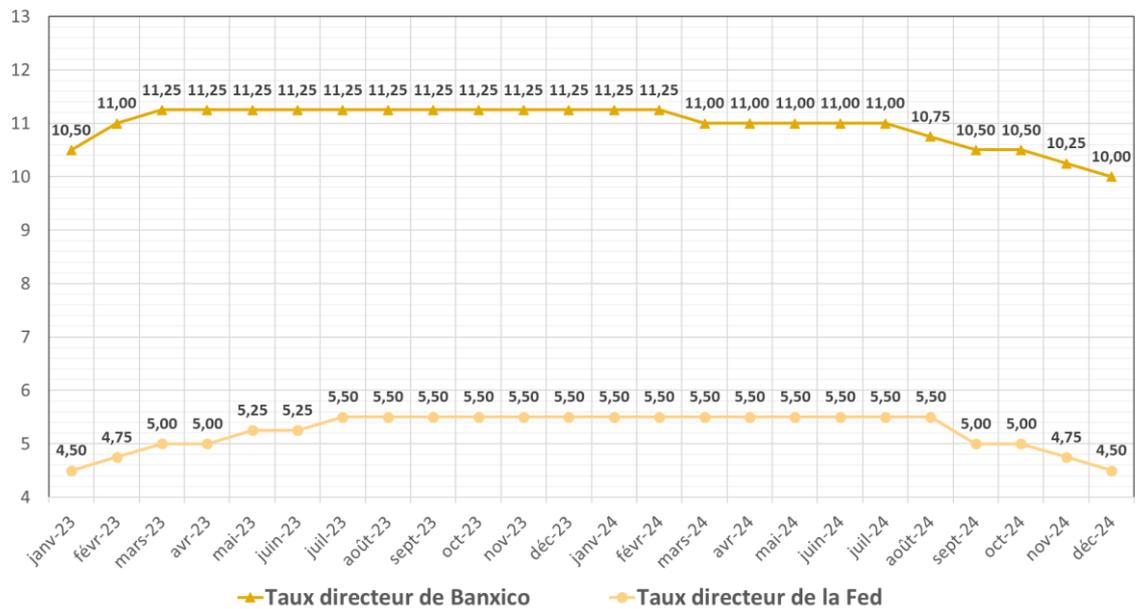
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

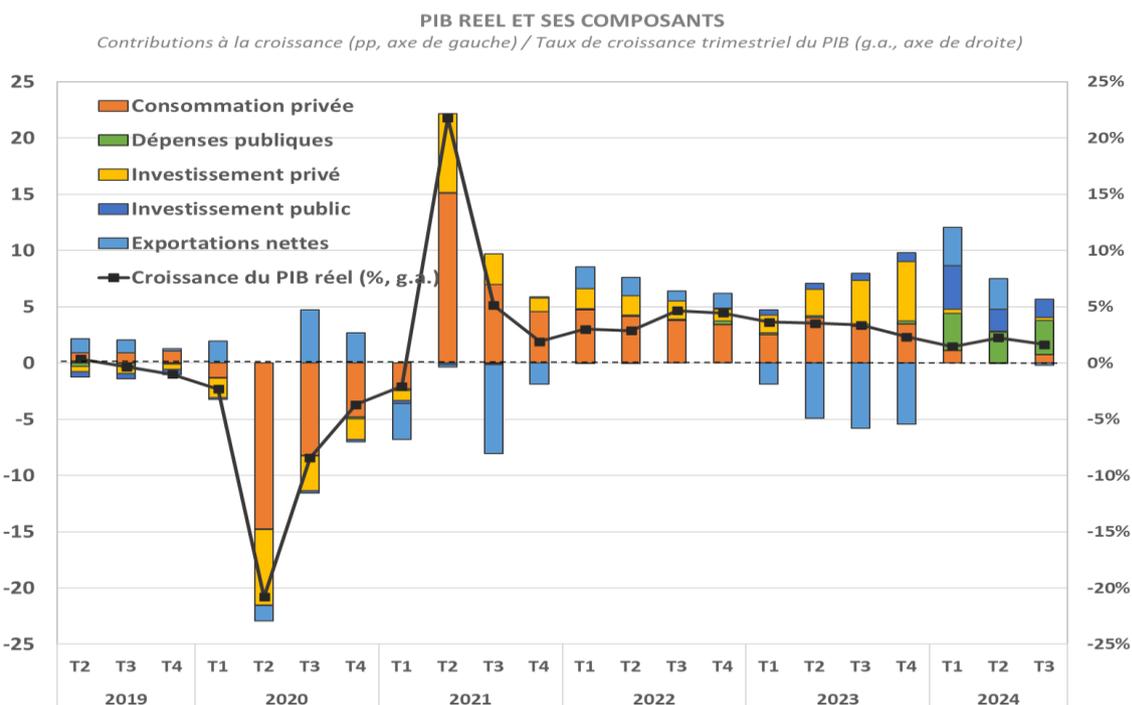
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

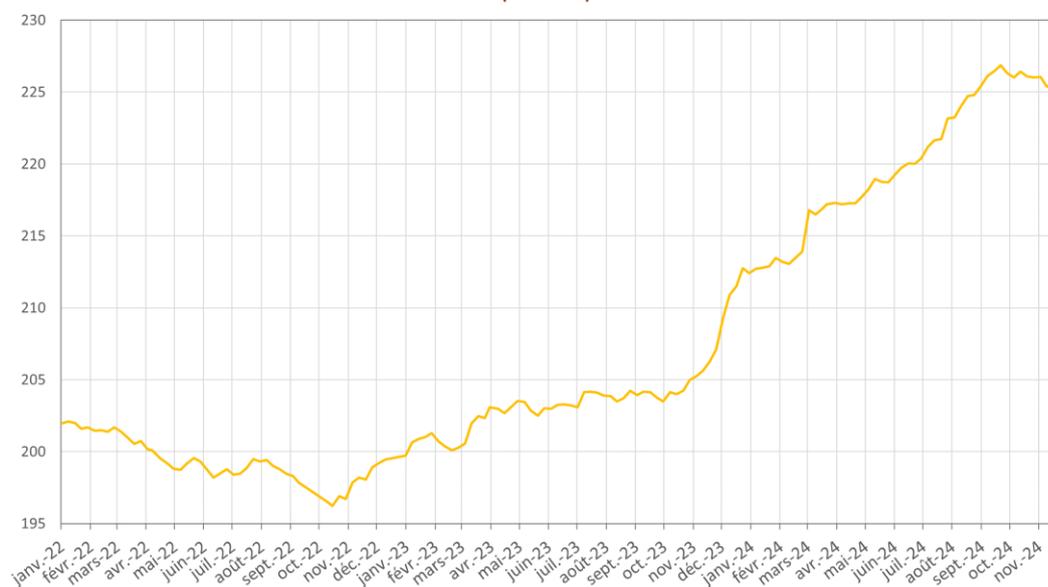


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr